



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/53/914  
S/1999/440  
19 avril 1999  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-troisième session  
Point 62 de l'ordre du jour  
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 16 avril 1999, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du  
15 avril 1999, que S. E. M. Aytuğ Plümer, Représentant de la République de  
Chypre-Nord, vous a adressée (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de  
la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au  
titre du point 62 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Volkan VURAL

ANNEXE

Lettre datée du 15 avril 1999, adressée au Secrétaire général  
par M. Aytuğ Plümer

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer aux lettres datées des 12, 22, 24 et 29 mars 1999 (A/53/864-S/1999/283, A/63/871-S/1999/310, A/53/874-S/1999/321 et A/53/887-S/1999/355, respectivement) que vous ont adressées des représentants de la partie chypriote grecque auprès de l'Organisation des Nations Unies et qui contiennent des allégations concernant des "violations de l'espace aérien de la République".

Je tiens à rappeler que nous avons déjà rejeté catégoriquement des accusations analogues relatives à de prétendues "violations de l'espace aérien" dans des communications que nous vous avons adressées, dont la plus récente était une lettre du 8 mars 1999 (A/53/858-S/1999/256). Je me bornerai donc à vous indiquer que les vols dans l'espace aérien souverain et la région d'information de vol de la République turque de Chypre-Nord ont été effectués au su et avec le consentement des autorités compétentes de cet État, sur lequel le régime usurpateur du Sud n'a aucune juridiction ni quelque droit que ce soit.

Il me faut souligner que ce type de propagande inspirée par des motivations politiques et cette déformation des faits ne servent aucunement la cause de la paix et de la réconciliation dans l'île. Depuis l'usurpation par la force, en 1963, du siège du Gouvernement et les attaques massives contre les Chypriotes turcs sans défense dans l'ensemble de l'île, la partie chypriote grecque s'est efforcée de devenir ce qu'elle appelle "la seule autorité souveraine" de l'île. Au cours des années, le camp grec-chypriote grec a aggravé la situation dans la région en adoptant des politiques visant à isoler les Chypriotes turcs du reste de la communauté internationale; il a notamment imposé une série d'embargos et de restrictions inhumains; obtenu l'accession unilatérale de l'administration chypriote grecque à l'Union européenne; et mis en oeuvre la "doctrine militaire conjointe" qui a fait de Chypre-Sud un avant-poste militaire de la Grèce.

Dans la situation actuelle de Chypre, la seule façon réaliste et viable d'assurer la coexistence pacifique des deux peuples est de parvenir à un accord de partenariat confédéral reconnaissant deux États souverains. Si la partie chypriote grecque est véritablement intéressée par un règlement amiable et durable, il lui faut renoncer à perpétuer le mythe selon lequel elle représente la seule autorité souveraine sur l'île, abandonner sa politique d'escalade et de tension et commencer à prendre des mesures en vue de rétablir la confiance sur l'île sans plus tarder.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 62 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République  
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER

-----